

Sortir du nucléaire

Mai - Août 2016 N°107



Journal d'information

L'INVITÉ

Même le directeur de l'IFSN prévient



Kaspar Schuler

Directeur de l'Alliance antinucléaire

Hans Wanner, directeur de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), n'est certainement pas quelqu'un qui d'accoutumée élève la voix. Cela fait des années qu'il rassure l'opinion, même si l'industrie nucléaire le fait régulièrement plier sur les questions de sécurité.

Mais quelques jours après l'annonce des désastreux résultats annuels d'Alpiq et les « fuites » concernant la transmission des centrales nucléaires non rentables à l'État, même le directeur de l'IFSN s'est irrité : « Nous ne voulons pas que les centrales nucléaires soient poussées au maximum, nous voulons de continus investissements dans la sécurité » a-t-il exigé le 21 mars lors du Nuclear Phaseout Congress à Zurich.

Les raisons de la clarté inhabituelle de ce langage sont que le monde politique suisse a amené notre pays dans une situation sécuritaire extrêmement désagréable. La Stratégie énergétique 2050 ne mentionne plus que l'interdiction de construire de nouvelles centrales. Toutes les limitations de la durée de vie des 5 centrales existantes ont été rejetées.

Même les « concepts d'exploitation de longue durée », proposés par l'IFSN, ont été rejetés, étant donné que la Conseillère fédérale Doris Leuthard, qui aime se référer à l'indépendance de l'IFSN, a retourné sa veste. La Suisse n'a ainsi pas de réglementation pour le fonctionnement de ses centrales vieillissantes.

Dans cette situation dans laquelle le niveau de la menace est devenu complètement irresponsable, l'Initiative Sortir du nucléaire est une mesure d'urgence qui permet à la Suisse de se doter des mesures de sécurité indispensables. En planifiant la sortie du nucléaire jusqu'en 2029, elle assure la planification et les investissements pour l'industrie électrique, elle ouvre l'accès des énergies renouvelables – hydraulique compris ! – au marché électrique et libère les esprits en vue d'un avenir énergétique dont l'électricité est produite de façon équitable et écologique. À nous de saisir ensemble cette chance !

Le peuple aura le dernier mot

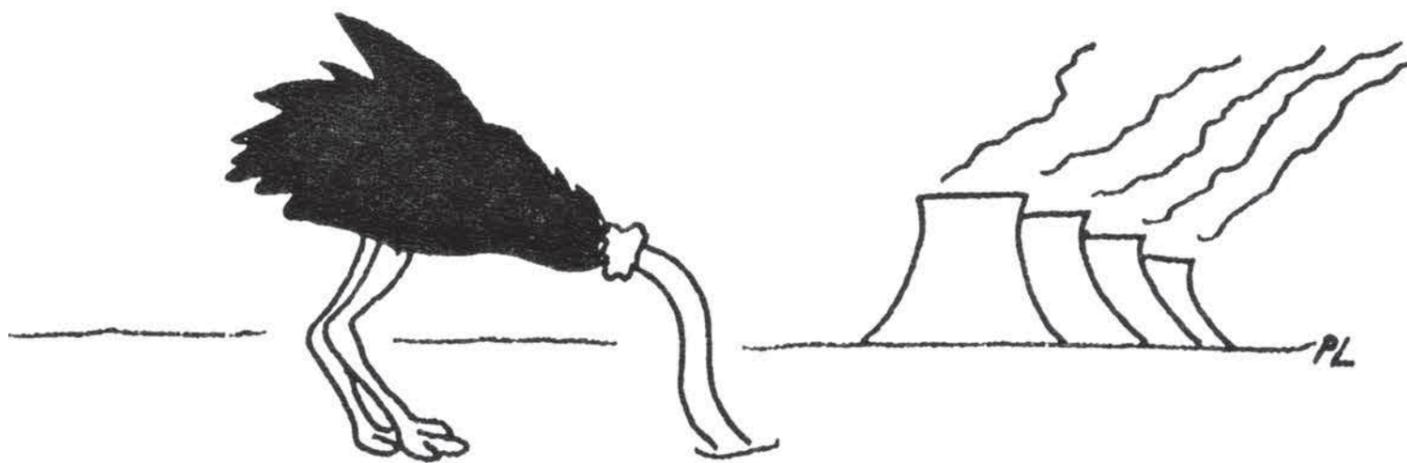


Illustration : Philippe Lemoine

Outre le fait que, semaine après semaine, le modèle énergétique nucléaire suisse démontre sa faillite économique et financière, il s'avère que l'emplacement des centrales fait courir de sérieux risques à la population.

Publiée fin 2015, l'étude réalisée par Frédéric-Paul Piguat, Docteur en Géosciences et environnement, démontre à quel point le choix de l'emplacement de nos quatre centrales nucléaires a été d'une négligence crasse. Son rapport classe les centrales nucléaires (CN) selon les dégâts qu'elles sont susceptibles de causer dans le pays qui les abrite, en cas d'accident nucléaire majeur (voir journal SdN n°104, oct.-nov. 2015).

L'étude compare, au niveau mondial, la distance séparant 156 centrales nucléaires des principales villes. D'après les classements comparatifs qui en résultent, même des petits États comme les Pays-Bas ont réussi à éloigner les centrales des agglomérations densément peuplées. Mais pas la Suisse !

Nos quatre CN sont parmi les huit premières au monde en termes de mise en danger de la population. Bâle est à moins de 50km de trois d'entre elles, Zurich de deux et Berne, capitale politique, est à 15km de l'une d'elles.

Ces informations, à disposition depuis un certain temps déjà, n'ont pas perturbé les positions d'une majorité de la classe politique suisse. On vient pourtant de commémorer les cinq ans du début de la catastrophe nucléaire de Fukushima, et nous sommes à quelques jours des 30 ans de l'explosion de Tchernobyl.

Hormis une interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, aucune leçon n'a été tirée de ces événements. Le monde politique laisse les exploitants faire tourner des installations conçues il y a un demi-siècle et prévues pour une durée de vie d'une trentaine d'années.

Début mars, Robert Cramer a rappelé au Conseil des États que dans notre pays, nous refusons d'écouter ce que nous dit l'autorité de surveillance, à savoir l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire : « Cette autorité a demandé à notre Parlement d'instituer un concept d'exploitation à long

terme et de mise hors service. Ce concept a été retenu dans un premier temps par le Conseil national qui en a fait l'article 25a de la loi sur l'énergie nucléaire.

Cette disposition prévoyait que, après quarante ans d'exploitation, c'est-à-dire lorsque les centrales atteignent leur « Migros data »... l'exploitant doit fournir un dossier complet relatif à la sécurité de sa centrale s'il souhaite l'exploiter encore pendant dix ans. [...] Pour l'autorité de surveillance, qui l'a dit très clairement en faisant cette proposition, il s'agissait d'avoir les moyens d'exercer ses compétences ».

Malheureusement, au final ni le Conseil national, ni le Conseil des États, n'ont voulu de cette proposition. Par conséquent, il n'y aura pas d'article 25a dans la loi sur l'énergie nucléaire pour améliorer la sécurité des modèles qui ne répondent plus aux normes technologiques de sécurité d'aujourd'hui.

Une petite lueur vient cependant des cantons qui prennent la mesure du péril qui les menace par la proximité de centrales bien fragilisées. Genève ville puis Genève canton, Bâle ville et Bâle campagne ainsi que le canton du Jura se sont tout récemment positionnés clairement en faveur d'une sortie du nucléaire. EH

Cet automne, on votera sur l'initiative « pour une sortie programmée du nucléaire ». Nous devons choisir entre une sortie du nucléaire planifiée, la moins risquée possible, ou laisser en activité nos vieilles centrales nucléaires sans limite dans le temps et sans renforcement de leur sécurité défaillante. Le Parlement, avec sa nouvelle majorité UDC-PLR, l'a décidé ainsi.

Impossible sans votre contribution

Mais la plupart de nos concitoyen-ne-s croient encore que la sortie du nucléaire est programmée chez nous, comme en Allemagne qui va arrêter toutes ses centrales d'ici 2022.

Ces dernières années, votre soutien nous a permis de mener des campagnes d'information, et nous vous en remercions. Le 11 mars, cinquième anniversaire de Fukushima, ce sont, par exemple, vos dons qui ont rendu possible la distribution, dans

20 gares de Suisse romande, de 100'000 fausses pastilles d'iode pour rappeler qu'on pourra réellement diminuer le risque nucléaire en votant.

Mais pour obtenir une double majorité de OUI (peuple et cantons), il nous faudra mener ces prochains mois une campagne d'information très active, nécessitant d'importants moyens financiers. La pose d'une affiche pendant 14 jours coûte, selon l'emplacement, entre 100 francs et plus de

1000 francs. La confection et distribution par la Poste de 10'000 tous ménages, plus de 2000 francs...

2016 sera décisive pour la sécurité énergétique de la Suisse. Seule l'acceptation de l'initiative « pour une sortie programmée du nucléaire » permettra de réduire les risques, de développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Cela sera possible seulement avec une contribution financière et/ou militante accrue de votre part. D'avance merci pour votre versement indispensable, quelque soit le montant. Cvs

Merci d'aider à financer la campagne pour la sortie du nucléaire ! BV inclus

Tchernobyl : survivre avec les conséquences

Le bilan des victimes de Tchernobyl est proche de un million, chiffre largement supérieur aux quelques milliers figés dans un rapport onusien. Les dégâts causés par la radioactivité, externe ou interne, se manifestent encore et toujours dans les domaines végétal, animal et humain : les enfants sont particulièrement affectés.

Les retombées radioactives consécutives à la catastrophe de Tchernobyl à fin avril 1986, ont recouvert 40% de la surface de l'Europe de manière hétérogène, les régions les plus affectées étant l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie. Le bilan officiellement figé en 2006 dans un rapport adopté par l'ONU se monte à quelques milliers de victimes.

Ce bilan sous-estime largement la réalité selon l'ouvrage de Yablokov et al.¹, car entre autres raisons, divers documents d'archives ont aggravé les estimations antérieures, et le bilan onusien ignore les séquelles multiples et variées de la radioactivité induite. Les auteurs de cet ouvrage avancent un chiffre de victimes proche de un million. Cet écart considérable a donné lieu à une controverse. Sur ce point, il est nécessaire de rappeler que des centaines de milliers de personnes ont participé aux opérations d'extinction de l'incendie, que ces personnes provenaient de toute l'Union soviétique, et qu'elles sont ensuite retournées dans leurs lieux d'origine, où elles ont été largement oubliées. Combien d'entre elles sont décédées suite à l'irradiation subie ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les autorités n'ont pas été très loquaces sur cette question. Il est cependant intéressant de relever dans un rapport de l'UNSCEAR² qu'un accroissement général de la mortalité a été rapporté ces dernières décennies dans la plupart des régions de l'ancienne Union soviétique. Cette observation peut expliquer une large part de l'écart évoqué ci-dessus.

L'ouvrage de Yablokov *et al.* se fonde sur une vaste compilation de plusieurs milliers d'articles scientifiques dans les domaines de la biologie végétale et animale ainsi que de la santé des êtres humains. Les éléments radioactifs (principalement Césium 137 et Strontium 90), déposés dans le sol, se transmettent aux végétaux (champignons), puis successivement aux animaux (lait des



Une jeune fille au centre de recherche pour la médecine des rayonnements à l'hôpital des enfants à Kiev. 25 ans après l'accident nucléaire de Tchernobyl, les enfants souffrent d'atteintes aux voies respiratoires et d'autres maladies. Certains doivent rester à l'hôpital pendant une longue période. Image: © Jan Grarup / Noor / Greenpeace

vaches) et aux humains. Il en résulte une contamination interne des organismes, qui se manifeste de multiples façons: par exemple, des pins révèlent des changements de couleur, de densité et de croissance du bois suite aux irradiations; ou encore par des dégâts chromosomiques transgénérationnels, dans le cas du campagnol roussâtre étudié sur 22 générations pendant 10 ans. Chez les humains, les enfants sont particulièrement vulnérables, le césium radioactif affectant, entre autres, le muscle cardiaque. Le tableau tragique qui émerge de cela est celui d'enfants qui naissent malades, bien des années après l'explosion, et qui grandissent en manifestant des pathologies de «vieux».

Pourtant cette situation déplorable en matière de santé est largement niée par les milieux officiels «onusiens» tels que l'Agence Internationale pour l'énergie atomique, ou l'Organisation mondiale de la santé. Cette dernière s'est mise hors jeu car ayant supprimé son département de radiologie, elle dépend entièrement des rapports produits par d'autres organisations. La

doxa officielle est en effet déterminée par les milieux pro-nucléaires, largement sinon exclusivement représentés dans un comité tel que l'UNSCEAR. Parmi les méthodes mises sur pied par ces milieux, il est nécessaire de mentionner le projet européen Ethos, dont le but est de faire accepter l'inacceptable aux populations, notamment par le biais d'une invention telle que la radiophobie: selon cette idéologie, les gens tombent malades non pas en raison d'effets objectifs de la radioactivité, mais parce que la peur induite par les nouvelles les rend dépressifs ou alcooliques. Des esprits mal tournés pourraient en conclure que les campagnols roussâtres évoqués plus haut regardent un peu trop la télévision!

Que l'on nous comprenne bien: loin de nous l'intention d'ironiser sur les souffrances des gens affectés, car les difficultés psychologiques sont réelles: les victimes des irradiations, notamment les « liquidateurs » de retour dans leurs régions, ont été ostracisées. Il en est de même des populations évacuées: considérées comme pestiférées, les personnes déportées ont emprunté

des origines fictives pour éviter la stigmatisation. Ce qui est inadmissible, c'est que des organismes « officiels », et les autorités à leur suite, utilisent ces situations pour masquer la réalité objective des dégâts causés par les rayonnements ionisants.

Cependant, fort heureusement, des gens courageux, par exemple à l'institut Belrad à Minsk, s'efforcent d'améliorer la vie des gens en contrôlant leur taux d'irradiation et celui de leur nourriture, en contribuant au maintien de leur sécurité radiologique par la réalisation de recherches scientifiques nécessaires, et la mise en pratique des résultats.

EP

1 Alexey Yablokov, Vassily Nesterenko, Alexei Nesterenko, «Chernobyl, consequences of the catastrophe for people and the environment», «New York Academy of Sciences» décembre 2009, téléchargeable sur le site www.enfants-tchernobyl-belarus.org, sous la rubrique 'Base documentaire /Bibliographie'

2 UNSCEAR (United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation) <http://www.unscear.org/unscear/en/chernobyl.html#Health>

Genève porte plainte contre le Bugey

Les exécutifs du canton et de la ville de Genève ont déposé début mars une plainte pénale contre X pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui et pollution des eaux. Me Corinne Lepage, spécialiste en droit de l'environnement, ancienne ministre française de l'environnement a été mandatée à cet effet. En 1998, déjà sur mandat de la ville, elle avait obtenu l'arrêt du réacteur controversé de Superphénix.

La centrale française du Bugey se situe à 70 km de la frontière suisse. Cette proximité a poussé le canton à dénoncer les risques que fait peser cette centrale sur la population

genevoise. Soumise à un risque sismique non-négligeable, située en aval de plusieurs barrages et à proximité de cinq sites industriels classés Seveso, la centrale du Bugey s'est aussi vue recaler par l'autorité française de sûreté nucléaire pour des « dysfonctionnements croissants » au niveau des quatre réacteurs ainsi que des fuites radioactives régulières. « Ces fuites ont convaincu l'ASN de ne pas autoriser le redémarrage du réacteur N°5, à l'arrêt depuis août 2015 », explique Corinne Lepage.

Les coûts d'entretien et de remise à niveau des centrales nucléaires sont conséquents. Minimisés par Électricité de France (EDF), ces coûts se chiffrent au minimum 50 milliards pour l'entier du parc nucléaire français. La cour des comptes articulant même le chiffre ahurissant de 100 milliards.

Les difficultés financières d'EDF, dont le directeur finan-

cier vient de démissionner, sont réellement inquiétantes étant donné le risque que l'opérateur retarde les investissements nécessaires au maintien de la sécurité des installations, aux dépens de la population.

Cette plainte permet de placer le débat sur la sécurité nucléaire au niveau européen et transfrontalier. L'actualité autour des centrales belges de Doel et Tihange ainsi que celles de Fessenheim et Cattenom, en France, renforce notre message : un accident nucléaire au coeur de l'Europe, dans une zone densément peuplée, aurait des conséquences catastrophiques et irréversibles. La sortie du nucléaire ne peut plus être retardée. Cinq ans après la catastrophe de Fukushima et 30 ans après celle de Tchernobyl, les gouvernements européens doivent enfin prendre leurs responsabilités. IP

Les exploitants veulent mutualiser les pertes

En proie à de gros problèmes financiers, Alpiq et Axpo veulent étatiser leurs centrales nucléaires alors que ce dernier annonce l'intention de vendre près de la moitié de ses participations dans les barrages hydroélectriques.

Face à la chute du prix de l'électricité sur le marché de gros, Alpiq est mal en point : 830 millions de francs suisses de pertes en 2015. En cause, un chiffre d'affaires en recule de 16%, le franc fort et, enfin l'augmentation forcée des fonds de démantèlement et de gestion des déchets pour les centrales de Leibstadt et de Gösgen.

C'est ce qu'avaient prévu à l'époque, à quelques détails près, les opposants à la libéralisation du marché de l'électricité. Alors, comment s'en sortir ?

En vendant leurs (nos) barrages, comme ils l'ont déjà fait avec ceux en Norvège. Seulement voilà, lorsqu'il n'y aura plus d'actifs et qu'il ne restera plus que les vieilles centrales obsolètes à démanteler, qui payera la note? Les actionnaires me direz-vous, mais les actionnaires... c'est nous! Alpiq est détenue à 31% par EOS, qui est à son tour détenue à 100% par des sociétés de services électriques romandes (Romande Energie, Groupe E, SIL, SIG et FMV par ordre d'importance).

À moins qu'on ne finisse par subventionner le nucléaire qui n'a jamais été rentable, même en excluant les frais de démantè-



Alpiq annonce vouloir vendre 49% de son parc hydroélectrique, dont le barrage de la Grande-Dixence. Image: © Jonas Scheu

lement, de traitement et de stockage des déchets.

Où alors tout le monde paye enfin le vrai prix de l'électricité, ce qui incitera à un autre niveau l'efficacité énergétique, car lorsque le porte-monnaie est touché, l'utilité des mesures n'est plus à contester.

La privatisation des moyens de produc-

tions d'électricité a permis de dissimuler pendant quelques années les coûts réels, (et à quelques gros consommateurs de payer leur énergie moins cher) mais le réveil n'en est que plus difficile! Attendrons-nous qu'une minorité s'enrichisse encore ou aurons-nous le courage de faire face à nos responsabilités ?

Votez oui à la sortie programmée du nucléaire, c'est prendre nos responsabilités!

Le nucléaire est une énergie trop chère et trop dangereuse, on a consommé cette énergie à crédit depuis des années et aujourd'hui, il faut payer le prix de ce luxe et limiter les risques d'accident avant que l'épée de Damoclès ne nous tombe dessus. RM

TEMOIGNAGE *Florian Kasser*

Chargé de la campagne nucléaire au sein de Greenpeace depuis six ans et diplômé de l'EPFL en sciences de l'environnement, Florian Kasser est un fin connaisseur du dossier nucléaire en Suisse. De retour du Japon, où il a participé à une mission au large de Fukushima, il nous livre ses premières impressions et commente l'actualité fédérale.

Quel était le but de la mission ?

Peu après la catastrophe, Greenpeace s'est mis à effectuer des mesures de radioactivité dans les zones urbaines et naturelles environnantes. Le but est d'avoir une vue globale de l'impact de la catastrophe. Notre mission a effectué des mesures au large de Fukushima afin de connaître aussi les conséquences sur l'environnement marin.

Cinq années après la catastrophe, quelle est la situation sur place ?

Notre mission a travaillé à environ 40 km de la centrale afin de documenter la situation dans les zones maritimes environnantes. À terre, il est bien trop dangereux, même pour des mesures ponctuelles, d'être tout près du site contaminé. La situation est difficile pour les victimes étant donné que les taux de radioactivité restent élevés et empêchent un retour des habitants dans leur région contaminée.

Le premier ministre japonais appuie un retour rapide dans la zone et menace de ne plus verser d'indemnités aux victimes, quelle est ta réaction ?

En effet, les compensations financières cesseront d'ici une année et demi. Les victimes ont le « choix » entre retourner dans la région contaminée ou construire une vie ailleurs et sans aide financière. Le but des autorités est de faire croire que la situation est revenue à la normale. Cette stratégie a pour but de faciliter la relance du nucléaire, alors que trois quarts de la population s'oppose au redémarrage des centrales. C'est une pratique révoltante !

Des millions de sacs de déchets, une radioactivité élevée et des centaines de milliers de déplacés, une solution à terme pour la région est-elle envisageable ?

Ces énormes sacs noirs remplis d'éléments contaminés s'empilent partout. À travers cette région vallonnée, il est impossible de ne pas les voir tellement leur nombre est important. 4000 à 5000 sites d'entreposage existent déjà. Ces millions de sacs matérialisent les impacts de la catastrophe et la radioactivité environnante.

Hélas ces procédés ne font pas réellement baisser la radioactivité. Par ruissellement depuis les forêts et collines environnantes, la radioactivité contamine à nouveau en permanence les zones « nettoyées ». La situation ne risque pas de s'améliorer avant des dizaines voire des centaines d'années.



Florian Kasser prend des mesures de radioactivité au large de Fukushima. Image: © Greenpeace

Dans le même temps, l'ancien premier ministre Naoto Kan défend courageusement la sortie du nucléaire...

Tout à fait, je l'ai moi-même rencontré au Japon. Il était pro-nucléaire avant la catastrophe avant d'en tirer les conséquences en reconnaissant l'impossibilité de maîtriser une technologie qui comporte de tels risques. Sa position courageuse et son engagement actuel pour la sortie du nucléaire sont à saluer.

Le parlement suisse a rejeté les recommandations de l'institut fédéral de sécurité nucléaire (IFSN) sur le suivi accru des centrales, comment analyser cette décision ?

Le double discours de la majorité bourgeoise du parlement est intenable. Louer en permanence le rôle de l'IFSN tout en lui infligeant un désaveu public en refusant ses recommandations est d'une hypocrisie totale. Cette majorité protège les intérêts financiers des exploitants.

Le plus décevant est la position de Doris Leuthard qui s'est constamment opposée à ce concept d'exploitation. La Conseillère fédérale a ainsi une responsabilité directe dans le marchandage entre intérêts financiers privés et sécurité de la population.

La stratégie énergétique est insuffisante car elle ne comporte pas de stratégie claire pour réduire les risques et aucun calendrier clair pour la sortie du nucléaire. À nous de montrer ces insuffisances inacceptables pour faire gagner l'initiative dans les urnes.

Propos recueillis par Ilias Panchard

Succès du tournant énergétique allemand

Pendant que le parlement suisse décide de ne rien décider quant à la sortie du nucléaire, l'Allemagne accélère sa transition énergétique et se donne ainsi les moyens d'arrêter ses centrales nucléaires d'ici 2022.

Alors que les autorités politiques suisses laissent toute la liberté aux exploitants de décider du futur des centrales, l'Allemagne a débranché ses 7 plus vieux réacteurs, construits avant 1980, quelques jours après la catastrophe de Fukushima. Enfin, alors que la Suisse peine à soutenir convenablement les énergies renouvelables et que des milliers de projets sont toujours en attente de soutien financier, l'Allemagne continue ses investissements stratégiques dans la production d'énergie d'origine renouvelable afin d'atteindre 80% de renouvelables dans le mix électrique d'ici 2050, avec une

première étape à 50 % en 2030.

Le tournant énergétique a permis de baisser la production nucléaire de 40% depuis 2006, alors que les exportations d'électricité ont augmenté. De plus, l'Allemagne a su, depuis plus de 10 ans, maintenir stable sa consommation d'électricité, grâce notamment à la généralisation d'appareils électriques domestiques efficaces. Dans le même temps, chez nous le Conseil national a refusé l'ambitieuse et nécessaire initiative pour l'efficacité électrique, jugeant la stratégie énergétique suffisante. Enfin, les émissions de CO2 du secteur électrique sont globalement en diminution depuis 35 ans.

Cette politique ambitieuse, au succès indiscutable, peine à se faire entendre à cause de la communication mensongère faite par certains producteurs d'électricité. Quoiqu'en dise les pro-nucléaires, la transition allemande est une réussite, énergétique et économique. Les faits sont têtus.



100'000 fausses pastilles d'iode

Les organisations membres de l'Alliance « Sortons du nucléaire » se sont mobilisées ce vendredi 11 mars, 5ème anniversaire de la catastrophe de Fukushima. Plus de 100'000 fausses pastilles d'iode ont été distribuées dans une vingtaine de gares de Suisse romande. En réalité de simples bonbons au citron, dont l'emballage rappelle que voter OUI à l'arrêt programmé des centrales protège mieux des risques du nucléaire que des pastilles d'iode.

5 ans après le début de la catastrophe de Fukushima, la « sortie du nucléaire », annoncée il y a 5 ans, a été largement vidée de son sens. Le Parlement a décidé de ne pas fixer de limite pour la durée d'exploitation des réacteurs nucléaires suisses, ni d'augmenter les marges de sécurité. Avec ces décisions il semble clair que pour les autorités du pays, les intérêts financiers des exploitants des centrales pèsent plus que la sécurité de la population. Il est inquiétant de voir que la Suisse laisse vieillir sans limites ses centrales, alors que notre pays possède d'ores et déjà le parc nucléaire le plus âgé de la planète. À l'heure actuelle, la seule solution pour imposer une limite à la durée d'exploitation des centrales suisses consiste à voter OUI à l'initiative « Pour une sortie programmée du nucléaire ».

Un congrès de grande qualité

Organisé par la Fondation Suisse de l'énergie (SES) le 21 mars dernier à Zurich, le Nuclear Phaseout Congress a réuni plus de 200 participant-e-s. Des intervenant-e-s de qualité y ont pris part.

En ouverture du congrès, Oda Becker, physicienne allemande décrit la centrale de Beznau comme « non résistance aux crashes, soumise aux inondations et dont la cuve est trouée », avant que Simone Mohr, de l'institut pour l'écologie de Darmstadt, affirme que, selon elle, « en Allemagne, Beznau aurait été immédiatement débranchée après l'accident de Fukushima ».

Puis, à la tribune, Gregory Jaczko, ex-chef de la sécurité nucléaire aux Etats-Unis, expliquait que son pays recommandait 50 km d'évacuation à Fukushima « alors que seulement 10 km de périmètre sont exigés par la sécurité nucléaire autour des centrales

américaines ». Revenant sur la situation suisse, Hans Wanner, directeur de l'IFSN a lâché qu'« à Beznau, nous faisons face à une situation nouvelle, sans avoir l'expérience nécessaire ». Prenant le cas français comme exemple, Yves Marignac, directeur de l'agence d'information et d'études sur l'énergie Wise-Paris, affirme ensuite que l'entreprise « EDF n'a pas les capacités industrielles, techniques et financières pour maintenir la sécurité des installations nucléaires ».

Intervenant en conclusion de ce congrès passionnant, l'ancien premier ministre japonais Naoto Kan, parlant de la situation après la catastrophe de Fukushima, a expliqué que certains scénarios envisageaient « l'évacuation de 50 millions de personnes, soit près d'un tiers de la population du pays, et la contamination de 40% de sa surface ». Il parcourt maintenant le monde en faveur d'un abandon de l'énergie nucléaire.

Retour complet sur le congrès : www.energiestiftung.ch

Manifestation nationale «Sortons du nucléaire» Dimanche 19 juin 2016

Le dimanche 19 juin, la 4e manifestation nationale «Sortons du nucléaire» aura lieu en Argovie dans la région où se trouve la centrale nucléaire de Beznau.

A ce jour plus de vingt organisations écologistes et pacifistes, médicales et religieuses, ainsi que des partis politiques, opposées au nucléaire appellent à cette manifestation pacifique. Leur principale revendication porte sur l'arrêt immédiat et définitif de Beznau, la plus vieille des centrales nucléaires encore en service.

Sortir du nucléaire organisera un transport collectif en train à prix symbolique. Merci de vous annoncer à info@sortirdunucleaire.ch, venez nombreux, en famille, avec des ami-e-s, manifester dans une ambiance sympathique !

Plus d'informations : www.sortonsdunucleaire.ch



A G E N D A

30 ans de Tchernobyl – n'oublions pas !

Actions dans les villes romandes

24 au 26 avril 2016

Pour participer : info@sortirdunucleaire.ch
ou 079 922 63 31

Conférences de Fulcieri Maltini, ingénieur, coresponsable du démantèlement du réacteur de Tchernobyl

EPFL : mardi 26 avril, plus d'infos :

karim-alexandre.essaied@epfl.ch

UNIGE : jeudi 28 avril, salle MR290 (Unimail)

plus d'infos : 079 922 63 31

Les informations précises suivront par courrier électronique

Forum management des énergies renouvelables

26 et 27 mai 2016, Université de Saint-Gall
www.hsg-energieforum.ch

Manifestation nationale « Sortons du nucléaire 2016 »

Dimanche 19 juin 2016

Argovie, proche de la centrale de Beznau
www.sortonsdunucleaire.ch

Stand Festival de la Terre

Parc de Montbenon, Lausanne

10 au 12 juin 2016

Pour participer: info@sortirdunucleaire.ch

Impressum

Éditeur: Association Sortir du nucléaire

Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS

Fichier: Anouk Zosso, Imprimerie: ROPRESS,

Mise sous pli: TRAJETS. Ont collaboré à ce

numéro : Erica Hennequin ; Raphael Michellod ;

Ilias Panchar (coordination); Eric Peytremann;

Christian van Singer, Anouk Zosso.

Illustration page de couverture: Philippe Lemoine

Tirage: 3'500 ex., Imprimé avec du courant

100% renouvelable, Papier 100% recyclé

CyclusOffset.

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7

www.sortirdunucleaire.ch

info@sortirdunucleaire.ch, 079 922 63 31

CCP 10-19179-8

Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à :

Sortir du nucléaire

CP 9 1211 Genève 7

ou: <http://tinyurl.com/contactsdn>

Contactez-moi, je désire :

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal
 Commander ___ drapeaux «Nucléaire ? Non Merci !» (5 fr.)
 Commander ___ autocollants, ___badges «Nucléaire ? Non Merci !» (1 fr.)
 Commander ___ exemplaires de ce journal (gratuit)

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____